

- c) Une mesure/projet spécifique avec la société civile pour agir dans le cadre de la lutte contre la discrimination et les violences basées sur le genre dans ces régions cible, et pour soutenir l'autonomisation socio-économique des personnes survivantes de violences de genre.

2 JUSTIFICATION

2.1 Contexte

Le Cameroun est confronté à de graves défis en matière de gouvernance, de paix et de stabilité, notamment en raison de la crise dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest (NOSO /NWSW), de la persistance des menaces terroristes de Boko Haram / Islamic State in West Africa Province (ISWAP) dans la région de l'Extrême-Nord, limitrophe du Nigeria et du lac Tchad, et de la présence de 485 729 réfugié(e)s et demandeurs d'asile majoritairement en provenance de la République centrafricaine et du Nigeria ainsi que 936 676 personnes déplacées à l'interne (PDI) et 518 853 retournés (ex PDI) dont environ 61% dans le NWSW/NOSO¹. La frustration quant aux aspirations légitimes mais non satisfaites, notamment des populations jeunes, aggrave les tensions dans la société. En effet, le Cameroun a autour 400 000 jeunes qui entrent chaque année dans le marché du travail alors que les emplois décents et formels sont rares, et l'informalité reste prépondérante. Cela vient s'ajouter aux tensions sociopolitiques qui sont apparues ces dernières années, notamment après les élections présidentielles de 2018 et relatives à la perspective d'une évolution de la situation politique liée à l'âge très avancé du Président. L'absence de réformes politiques, la stagnation socio-économique et les inégalités territoriales et sociales contribuent à fragiliser encore plus la situation, en particulier dans les zones en crise et ses régions riveraines.

Tandis que les femmes et les filles semblent être particulièrement touchées par ces crises, leur inclusion et participation en tant qu'agents de changement reste insuffisante, malgré les efforts des organisations des femmes de gagner la confiance de la population dans ces zones et de peser sur le dialogue pour la paix, dans un contexte déjà assez difficile en matière de genre. Les inégalités entre hommes et femmes sont en effet fortement enracinées dans la société et restent un défi majeur dans tous les aspects de la vie sociale, culturelle, économique et politique. Bien que le Cameroun dispose depuis 2015 d'une Politique nationale de genre (en phase d'actualisation) portée par le Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille (MINPROFF), le pays se classe 141/162 dans l'indice d'inégalité de genre du PNUD (2020), le taux de pauvreté s'élève à 51,5% chez les femmes, et 79,2% d'entre elles sont en situation de sous-emploi. Seulement 1,6% des femmes sont propriétaires d'un titre foncier à leur nom (et 3% d'une maison sans titre foncier). L'enquête démographique sur la santé a révélé que 40 % des femmes âgées de 15 à 49 ans avaient subi des violences physiques et 13 % d'entre elles avaient subi des violences sexuelles. Les crises sécuritaires ont aggravé cette situation avec une forte augmentation des incidents de violence de genre (VBG) et des viols, avec pour conséquence une augmentation des grossesses non désirées. Dans les régions du NWSW/NOSO, les femmes sont confrontées à des obstacles supplémentaires à l'emploi en raison de l'augmentation de la discrimination et des agressions. Par ailleurs, la situation de femmes et filles déplacées demeure alarmante à cause de la haute exposition à des situations de forte vulnérabilité et de manque général de protection dans les zones d'accueil. Les pratiques néfastes continuent à les exposer à l'exploitation (y compris la prostitution et l'exploitation sexuelle) et au mariage forcé et précoce, et créent ainsi des obstacles à l'accès aux droits, aux services et aux opportunités d'emplois.

Les organisations de la société civile et les défenseur(e)s des droits humains camerounais(es) dénoncent ces problématiques et constatent une réduction de l'espace civique au cours des dernières années. En effet, le pays a connu une évolution préoccupante en matière de droits humains et de l'exercice des libertés fondamentales. Le cadre légal reste restrictif, avec peu des évolutions depuis les années 1990s et son application est biaisée. L'environnement de tension créé par les crises sécuritaires et les abus émanant de l'application de la loi sur le terrorisme de 2014 dans un contexte de lutte contre Boko Haram et aujourd'hui dans les régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest sont dénoncés par les organisations de la société civile (OSC) comme des contraintes supplémentaires à l'action civile. Cela contribue à accentuer les faiblesses existantes et limite par ailleurs les capacités de la société civile à agir sur les différentes problématiques avec une perspective basée sur les droits.

Dans un tel scénario, la priorité est la restauration de la paix et de la cohésion sociale fondée sur les principes démocratiques et le respect pour les droits humains, y compris les droits de femmes, inscrits dans la Constitution. Les communautés locales et les acteurs sur le terrain, notamment les organisations de la société civile, jouent un rôle déterminant pour aider à stabiliser la situation, renforcer la résilience des populations et créer les bases pour un dialogue inclusif et participatif. En effet, plusieurs initiatives de dialogue ont été lancées -pour l'instant sans succès décisif- pour une réponse civile aux problèmes des régions en crise, notamment par des leaders religieux et

¹ Dernières données sur le site de UNHRC à date de 28/04/2022: <https://data2.unhcr.org/en/country/cmr>